

Il faut malheureusement relativiser – et plus que relativiser ! – les chiffres récemment annoncés pour le financement de l'Université d'Orléans en 2009.

Les crédits d'Etat attribués à l'Université d'Orléans augmentent optiquement de 3, puisqu'ils passent de 23 400 880 euros en 2008 à 24 189 780 euros en 2009.

Mais il ya deux bémols...

Le premier est que, si l'on s'en tient aux chiffres officiels, l'augmentation des dotations financières aux universités françaises est de 6,8%. C'est-à-dire qu'avec une augmentation de 3,4%, l'évolution des crédits reçus par l'Université d'Orléans est strictement égale à la moitié de la moyenne des dotations... et qu'elle fait donc partie des universités françaises pour lesquelles l'évolution des crédits sera la plus faible !

Pour ne prendre qu'un seul autre exemple, l'Université de Tours voit ses crédits d'Etat augmenter, entre 2008 et 2009, de 14,6%.

(Je précise que ces chiffres et pourcentages sont donnés pour l'université d'Orléans comme pour l'ensemble des universités, hors crédits dits de sécurité, crédits pour lesquels la dotation attribuée à l'Université d'Orléans connaît d'ailleurs, par rapport à 2008, l'évolution la plus faible de France... autre mauvaise nouvelle !)

Second bémol : les annulations de crédits inscrits dans les dotations initiales de l'Etat pour l'enseignement supérieur et la recherche ont été, en 2008, de 450 millions d'euros. C'est-à-dire que les évolutions annoncées ne compensent pas les pertes de pouvoir d'achat que cela a représenté... et les compensent d'autant moins qu'elles sont faibles, comme c'est le cas pour l'Université d'Orléans. Tout ne va donc pas pour le mieux dans le financement de l'Université d'Orléans, bien au contraire !

Conclusion : il est plus que temps d'entendre ce que disent les enseignants-chercheurs, les personnels et les étudiants de l'Université d'Orléans, de soutenir vigoureusement les projets de notre Université et de lui donner les moyens de son développement.

Jean-Pierre Sueur